

**CNE**  
cc

L'avenir a  
son syndicat



WELCOME IN  
ARIZONA

## La chasse aux malades de longue durée est ouverte !

La Belgique compte plus de 500.000 personnes malades de plus d'un an.

L'Arizona prévoit de remettre ces malades au travail. Et puisque la méthode « douce » des précédents gouvernements n'a pas fonctionné, le ton est durci :

- Chaque malade qui a un potentiel d'emploi devra obligatoirement suivre un parcours de réintégration professionnelle ;
- L'indemnité de maladie sera suspendue en cas d'absence sans justification à une invitation du médecin du travail ou de la mutuelle dans le cadre de la réintégration ;
- L'indemnité de maladie sera réduite de 10% pour les personnes qui ne collaborent pas assez à leur réintégration ;
- Le délai pour rompre le contrat de travail pour maladie de longue durée (sans préavis ni indemnité) sera raccourci de 9 mois à 6 mois ;
- Les médecins qui prescrivent des certificats médicaux trop nombreux ou trop longs seront sanctionnés ;
- Les mutuelles verront leur financement conditionné à leurs résultats de réintégration des malades sur le marché du travail.

Chacune de ces mesures manque le coche. En effet, nous pensons qu'il faut traiter les causes et non les symptômes ! Puisque l'augmentation du nombre de malades est liée à l'allongement des carrières et aux mauvaises conditions de travail, les solutions sont :

- Renforcer la prévention avec un rôle accru du CPPT : analyse de l'origine des absences afin de mettre en place des actions de prévention, avec un accent particulier contre les risques de burnout ; sensibilisation et formations sur le bien-être au travail ; facilitation des visites chez le médecin du travail ; dépistages sur le lieu de travail des maladies courantes ; respect du droit à la déconnexion, etc. ;
- Adopter une politique collective de réintégration : acceptation automatique des mi-temps médicaux, obligation pour l'employeur de proposer un plan de réintégration, implication du CPPT ou de la DS, etc. ;
- Rendre les fins de carrière soutenables : 55-60-65 ans, RCTT à partir de 45 ans, plan tandem généralisé, etc.

Il faut s'attaquer au travail qui rend malade et non aux malades. Car cela n'est pas en les sanctionnant que l'on améliorera leur santé !



## Des attaques contre la Sécurité sociale = des attaques contre la classe travailleuse

L'Arizona prépare une attaque frontale contre la Sécurité sociale qui va frapper de plein fouet les plus précaires et affaiblir tous les travailleurs. Le gouvernement prévoit de diminuer drastiquement toutes les allocations sociales : Il faudra avoir travaillé 5 ans pour avoir droit à des allocations de chômage pendant 2 ans (maximum) et leur montant diminuera plus rapidement ; plafonnement des aides sociales ; les malades devront retourner travailler ou en subir les conséquences sur leurs indemnités (voir ci-contre).

Pour les pensions, d'un côté, on prévoit des économies de plusieurs milliards : les fins de carrière sont réduites à peau de chagrin ; durcissement des conditions d'accès à la pension minimale et diminution du montant de la pension en augmentant les requis de travail effectif et en attaquant les périodes qui sont assimilées au travail (maladie, chômage, crédit-temps, congés thématiques, etc.). De l'autre, on accélère la privatisation de notre système de pension en encourageant les pensions complémentaires.

Pendant qu'on nous saigne, ils diminuent encore les cotisations sociales patronales et favorisent les avantages extralégaux au lieu d'augmenter les salaires bruts. Moins de cotisations, c'est moins d'argent pour la Sécu ! Et ensuite, ils nous diront qu'il faut couper encore plus dans les allocations et les soins de santé.

Le plan est clair et c'est un doublé : affaiblir notre Sécurité sociale pour la remplacer par des assurances privées, tout en tirant vers le bas les salaires et les conditions de travail de tous les travailleurs. Comment revendiquer de meilleures conditions si 10 chômeurs, malades ou pensionnés sont prêts à prendre votre place pour un salaire de misère ?

Ce dont on aurait réellement besoin est à l'exact opposé de l'Arizona : augmenter les salaires bruts et les cotisations sociales patronales pour garantir un financement de la Sécu ; augmenter les allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté ; permettre aux plus âgés de réduire leur temps de travail dès 55 ans, une pension anticipée à 60 ans et la pension pour tous à 65 ans.



## Moins de budget pour les Services publics

L'Arizona prévoit plus de 23 milliards d'économies dans la Sécurité sociale et les services publics d'ici à 2029. C'est plus que ce qu'impose les règles européennes et ce, d'autant plus qu'il n'y a pas de raisons sérieuses qui nous poussent à réduire la dette. C'est une nouvelle fois la preuve que la dette permet au gouvernement d'imposer leurs réformes néolibérales contre les intérêts des travailleurs.

La Sécurité sociale est la première à devoir fortement faire des économies pour près de 9 milliards en 2029 (voir ci-contre). Ensuite, c'est l'administration fédérale qui doit diminuer le personnel et ses moyens de fonctionnement pour 1,6 milliard d'ici à 2029. Vient après la réduction drastique des places d'accueil pour les migrants et les restrictions de leur accès à l'aide sociale qui s'élèvent à 1,4 milliard d'économie. Les soins de santé sont aussi mis à mal avec 500 millions d'économie ainsi que la coopération au développement (320 millions) et la SNCB (250 millions).

Les deux uniques dépenses publiques qui voient leurs moyens augmenter sont la défense d'une part (+600 millions) et la politique de sécurité et d'expulsion des personnes sans-papiers (avec notamment un doublement des places en centres fermés) d'autre part (+450 millions).

L'Arizona entend donc réduire les services publics qui sont le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas. Si la protection en soins de santé ou le montant des pensions diminue, ce sera toujours aux travailleurs de sortir l'argent de leur poche pour se soigner ou pour souscrire à une épargne-pension. La seule différence, et non des moindres, est la suivante : la contribution à la protection sociale ne se fera plus sous la forme de cotisations sociales ou d'impôts dans une logique solidaire, mais sous la forme d'assurances en rémunérant des actionnaires au passage.

Nous voulons des services publics et collectifs qui fournissent un enseignement gratuit et de qualité, des transports publics gratuits et des soins de santé de qualité et accessibles à tous.



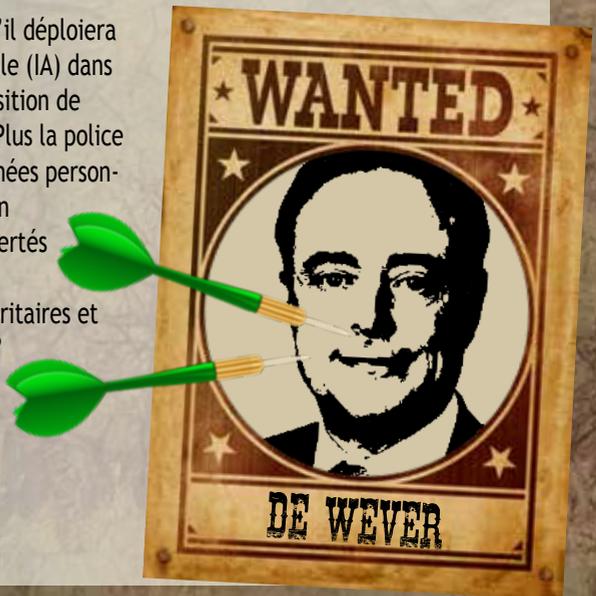
## Les syndicats en ligne de mire

Toutes les mesures de flexibilité inscrites dans l'accord de gouvernement sont idéologiquement motivées par le désir d'exclure les syndicats. Les patrons pouvaient déjà obtenir cette flexibilité, mais elle devait faire l'objet d'une négociation collective. Autre recul : les travailleurs qui se sont présentés aux élections sociales et qui n'ont pas été élus ne seront plus protégés contre le licenciement que pendant 6 mois au lieu de 2 ans (en cas de deuxième candidature infructueuse).

L'intention du gouvernement est également d'attaquer frontalement le droit de grève. Il annonce d'ailleurs déjà que les syndicats seront tenus pour responsables des grèves qui se feraient sans respecter les règles de préavis. Or le droit de grève n'appartient pas aux syndicats : c'est un droit individuel et fondamental de chaque travailleur ! L'objectif est d'empêcher les syndicats de reconnaître toute grève spontanée, en les menaçant d'engager leur responsabilité s'ils le font (ce qui les forcerait notamment à payer les réparations en cas de dommages).

Sous la précédente législature, un projet de loi visant à permettre aux juges d'interdire aux « casseurs » de manifester avait été abandonné grâce à la mobilisation des syndicats, des associations et des partis de gauche. La coalition Arizona tentera à nouveau de faire passer ce projet ! Chaque syndicaliste ou activiste qui collerait une affiche ou qui lancerait des œufs sur la façade d'un bâtiment d'un parti ou d'une multinationale serait menacé.

D'ailleurs, le gouvernement prévient qu'il déploiera les technologies de reconnaissance faciale (IA) dans l'espace public et qu'il facilitera l'imposition de sanctions administratives communales. Plus la police utilisera des technologies avides de données personnelles, et plus le fichage de la population augmentera. Si nous renonçons à nos libertés pour renforcer le pouvoir de l'Etat, qu'adviendra-t-il lorsque des partis autoritaires et d'extrême-droite arriveront au pouvoir ? Dans quel type de société vivrons-nous ?



## Toujours plus de flexibilité

La flexibilité, pour les patrons, c'est de ne devoir payer la force de travail qu'au fur et à mesure de leurs besoins, au jour le jour. Comme ils le disent eux-mêmes, l'Arizona leur offre « le meilleur accord de gouvernement des 20 dernières années » ! Ils pourront embaucher pour seulement quelques heures par mois (car le temps de travail minimum obligatoire sera supprimé). Ils pourront faire prestere des heures supplémentaires soi-disant « volontaires » jusqu'à 360h/an, sans sursalaire ni récupération. Aux travailleurs à temps partiel variable, ils pourront imposer des horaires à temps plein pendant des mois avant de devoir accorder des récupérations (avec l'annualisation du temps de travail). Ils pourront même faire travailler la nuit (là où c'était auparavant interdit) voire tous les dimanches (les commerces n'auront plus de jour de fermeture obligatoire) ! Tout ceci, sans devoir négocier des limites et/ou des compensations (notamment des primes) avec les syndicats.

Ces pressions pour travailler à de mauvaises heures (week-ends, heures plus matinales, travail de nuit, heures supplémentaires) et de manière instable seront d'autant plus pénibles qu'elles auront des effets négatifs sur la santé et sur la conciliation entre le travail et la vie privée et familiale. Beaucoup de travailleurs ne tiendront pas le coup et tomberont malades !

En parallèle, toutes les formes de travail instables seront fortement étendues. Les flexi-jobs seront ouverts à toutes les entreprises (et le plafond de revenus sera augmenté). Le travail étudiant exonéré passera à 650h (au lieu de 475h). L'Arizona forcera le recours au travail intérimaire à durée indéterminée et assouplira la mise à disposition de personnel d'un employeur à l'autre.

Les travailleurs n'ont pas besoin de petits jobs intermittents, de petits revenus supplémentaires ou d'horaires interminables. Ils ont besoin d'emplois de qualité, bien rémunérés, qui aient du sens et qui soient exercés dans le cadre d'horaires stables, prévisibles et d'une durée limitée, qui ne les usent pas après quelques années de métier !



## Plus de salaire pour ceux qui travaillent, vraiment ?

La promesse de l'Arizona d'augmenter les salaires nets de 500€ est floue, trompeuse et a peu de chance de se concrétiser. Il ne s'agit en fait pas d'une augmentation, mais de diminutions d'impôts qui vident les caisses de l'Etat. Elles ne coûtent pas 1€ aux patrons et bénéficient le plus aux hauts salaires. Pour la majorité, une augmentation de 500€ net est très peu probable (voir aussi Sécu et services publics pour les effets du définancement de l'Etat et de la Sécu). De plus, c'est prévu pour 2029. On aura donc peut-être quelque chose dans 4 ans.

Non seulement, « l'augmentation » promise ne viendra pas, mais ce gouvernement continuera de bloquer les salaires. La possibilité d'augmenter les salaires pour 2025-26 sera d'ailleurs de 0%. Sous ce gouvernement, il n'y aura donc pas de réelles augmentations. Ils prennent dans une poche pour mettre (moins) dans l'autre.

Et l'index ? Le gouvernement veut obliger les patrons et les syndicats à préparer une réforme qui met en balance l'indexation automatique et le blocage des salaires. Si aucun accord n'est trouvé pour fin 2026, le gouvernement prévient déjà qu'il le fera tout seul. En d'autres mots, les patrons sont dans un fauteuil et ce gouvernement compte bien affaiblir l'index.

Pour le dire clairement, ce gouvernement bloque les salaires, monte les travailleurs et les travailleuses contre les chômeurs et les malades en promettant des augmentations de net dont la majorité des travailleurs ne verra probablement pas la couleur pour privatiser les services publics et détruire la Sécurité sociale. L'objectif est de transférer encore plus de la richesse produite par les travailleurs aux actionnaires en détruisant nos protections collectives.

Les travailleuses et les travailleurs ont besoin de vraies augmentations de salaire brut négociées librement et collectivement pour garantir une répartition équitable des richesses produites, une Sécu financée et les soins de santé ainsi que les services publics et non marchands dont nous avons besoin.



## Et le climat dans tout ça ?

Dans le premier paragraphe de l'accord de gouvernement, une série de défis importants sont cités, mais la crise écologique et climatique n'y figure pas. En lisant l'accord de gouvernement, on comprend pourquoi. De Wever et ses collègues pensent que la technologie et le soutien aux entreprises suffisent à résoudre le problème climatique.

Le gouvernement ne s'engage qu'à « examiner quelles subventions peuvent être réduites ». Il dit aussi que sa priorité est de préserver la compétitivité des entreprises. En clair, aucun signal clair pour sortir du soutien public aux entreprises gazières, pétrolières et autres.

Le gouvernement veut inciter les entreprises à se décarboner en leur accordant des subsides. Problème : cette politique incitative a montré ses limites. Elle coûte très cher sans produire une décarbonation suffisante de nos industries.

Ce gouvernement est techno-solutionniste. Il voit dans le progrès technologique le principal (le seul ?) levier pour décarboner la Belgique. En n'hésitant pas à surestimer le pouvoir de certaines technologies : capture du carbone, avions volant au carburant vert, hydrogène...

La transition climatique créera plus d'emplois, mais obligera aussi des travailleurs à en changer. Le gouvernement ne propose strictement rien pour ces travailleurs qui risquent d'être touchés par les transitions.



Pourtant, des alternatives existent et, à la CNE, nous avons bien des idées en la matière : supprimer les subsides aux industries fossiles, accompagner les travailleurs en transition, prévoir un budget pour indemniser leur reconversion... L'octroi de subsides ne peut avoir lieu que si les entreprises n'ont pas les moyens de le faire sur fonds propres. Il doit être soumis à des critères stricts faisant l'objet d'une vérification. Certes, les technologies ont un rôle à jouer, mais il ne faut pas laisser croire qu'elles constituent une solution miracle.

La sobriété est aussi essentielle : une réelle remise en question de notre mode de production et de consommation doit avoir lieu.